

# « Oui, on peut accueillir des réfugiés dignement »

Damien Carême rencontrera Johanna Rolland demain. Le maire de Grande-Synthe veut « rassurer » l'édile de Nantes sur l'accueil des migrants.

Il déboule à la Manufacture de Nantes, regard limpide, sourire franc. Damien Carême, maire de Grande-Synthe, dans le Nord de la France, est venu parler migrants et solidarité. L'invitation, lancée par les militants EELV et les élus écologistes de l'agglomération, tombe à pic, alors que des militants locaux ont mis le dossier accueil des mineurs étrangers sur la place publique.

Demain matin, Damien Carême rencontrera Johanna Rolland. « **Pas pour faire la morale** », sourit l'écologiste, qui a quitté le PS pour rallier Europe écologie - Les verts. L'édile veut « **rassurer** » la maire de Nantes. « **Ça ne relève pas de la compétence des villes mais, oui, on peut accueillir des migrants. Dignement.** »

## Dans la boue

Damien Carême est bien placé pour en parler. En 2015, Grande-Synthe a été confrontée à l'arrivée de milliers de réfugiés, originaires pour la plupart du Kurdistan irakien. Des exilés, la ville de 23 000 âmes, située à 40 km de Calais, en voit passer depuis les années 2000.

Hiver 2008 : Damien Carême installe des tentes chauffées pour héberger les infortunés. Décembre 2015 : de dizaines, ils sont passés à 2 500 et pataugent dans la boue en plein centre-ville. Les experts parlent de catastrophe sanitaire. Damien Carême décide de passer à la vitesse supé-

rieure. Pendant des mois, il interpelle l'État. En vain.

Contre l'avis du gouvernement, le maire finit par installer un camp humanitaire : « **Je ne suis pas un fan des camps. Mais je ne pouvais pas loger 2 500 personnes dans ma ville.** » Grande-Synthe débourse 1,5 million d'euros pour la structure, qui génère 49 emplois. Petit à petit, avec l'aide de Médecins sans frontières, les conditions d'accueil s'améliorent. Des cabanons chauffés voient le jour. Il y a des douches et des points d'eau.

## « Rien sur l'humain »

Avril 2017 : le camp brûle, suite à des tensions entre communautés kurdes et afghanes. Les réfugiés, eux, continuent d'affluer. Damien Carême repart au combat pour obtenir l'aide de l'État. « **On ne m'a parlé que répression et reconduite aux frontières. Rien sur l'humain** », regrette-t-il. L'expression « **délit de solidarité** » l'épouvante : « **Contradiction majeure au pays des droits de l'homme.** » Mais l'homme n'est pas du genre à se laisser impressionner. Depuis quelques mois, il harcèle « **gentiment** » Emmanuel Macron. L' élu ne se sent pas seul : son préfet de région l'épaula en « **proposant des solutions aux réfugiés** ».

Damien Carême a hébergé un médecin irakien dont la tête était mise à prix dans son pays. « **Il va s'instal-**



Damien Carême : « En France, les gens accueillent. Il n'y a que l'État qui ne bouge pas. »

ler en tant que praticien à Grande-Synthe », se réjouit le maire. Persuadé que la pédagogie est une clé pour déverrouiller les peurs. « **Il faut casser les préjugés, les mythes, les fantasmes. Chez moi, il y a 30 % d'habitants sous le seuil de la pauvreté et 23 % de chômeurs. On a expliqué, la population a compris. Rien n'a été bloqué.** »

Damien Carême rappelle que 500 centres d'accueil ont été ouverts en France, « **dans des villes de toutes tailles, de droite comme de gauche. Globalement, les gens sont prêts à accueillir les réfugiés.** »

Isabelle MOREAU.

## L'œil de Chouët

EN CE MOMENT À NANTES, NE RATEZ PAS L'EXPO "REGARDS DE MIGRANTS"



## Un dimanche à la rencontre des réfugiés à la fac

De jeunes exilés sont actuellement réfugiés dans des dortoirs improvisés à la fac de Nantes, quartier du Petit-Port, au sous-sol du bâtiment Censive, face au pôle étudiant. Des étudiants en sont à l'initiative, suite à l'expulsion brutale, samedi, de mineurs isolés étrangers de l'ex-école des Beaux-arts. Ce dimanche, afin de « **croiser la lutte et la fête** », un temps festif est prévu sur place. Avec jeux

de plein air, animations, projections de films et scènes ouvertes pour les jeunes migrants invités à chanter et jouer de la musique. « **Le bâtiment est devenu un lieu de vie. Or il se trouve dans un cadre assez isolé. Nous invitons les habitants à venir à la rencontre des réfugiés : ce sont des personnes comme les autres** », souffle Noé, un étudiant.

## Nantes. La fac occupée en soutien aux jeunes exilés

« Trop dur de voir ces jeunes à la rue. » Des étudiants nantais ont décidé de porter secours aux immigrants qui, n'ayant pas été reconnus comme mineurs étrangers isolés, sont sans hébergement. Depuis mercredi soir, ils ont réquisitionné des salles de classe du bâtiment Censive, pour leur proposer un abri. Leur constat est que les dix logements trouvés par la ville de Nantes, après qu'elle a expulsé dimanche de l'école des Beaux-Arts jeunes migrants et associations leur venant en aide, ne suffisent pas.

Johanna Rolland, maire de Nantes, a proposé jeudi de réunir tous les acteurs pour organiser l'ouverture d'un accueil de jour. Elle mobilise ses services municipaux pour que ces jeunes aient à manger et puissent se



Jérémy Fouquet

*Des étudiants abritent dans leur amphithéâtre des mineurs étrangers isolés.*

laver.

En attendant que la situation s'améliore, les étudiants maintiennent leur occupation. Ce dimanche après-midi, ils invitent à venir les voir à la fac des Sciences humaines.

## « Migrants vendus ou torturés ? Ça nous révolte ! »

À Nantes et Angers, comme dans d'autres villes en France, plusieurs rassemblements étaient organisés, hier, pour dénoncer l'esclavage qui frappe des migrants en Libye.

Le reportage de CNN sur les migrants vendus et torturés en Libye a été le déclencheur de la mobilisation contre l'esclavage, hier, dans la région. À Nantes. Environ 500 personnes (familles, jeunes, militants, migrants...) sont venues le dénoncer dans un lieu symbolique : le mémorial à l'abolition de l'esclavage.

« Aujourd'hui, en 2017, on peut encore vendre des noirs comme une marchandise, les faire travailler de force ou les tuer, s'insurge Kotombo, 35 ans. C'est révoltant. » Il est venu demander « que cela cesse » et suggère que les autorités s'en préoccupent : Union africaine, ONU, Europe, gouvernements africains... Le problème, connu « depuis plusieurs années », éclate au grand jour.

Les associations de la « diaspo-



Cinq cents personnes rassemblées, hier, à Nantes (à droite) et deux cents à Angers (à gauche) contre l'esclavage des migrants en Libye.

ra afro », organisatrices, alertent sur la question des migrants à la rue. « À Nantes, nous sommes au bout de la chaîne, explique Thomas Bouli, d'Afrique Loire. Ceux qui sont à la

rue, nous devons les aider davantage et les accueillir chez nous. »

« Le premier port négrier de France peut devenir un modèle. Dans cette ville, nous ne voulons

plus du tout voir des enfants noirs immigrés dans les rues », insiste Peter Lema, militant au Cercle du marronnage. Il appelle à créer un mouvement de réflexion sur l'histoire des noirs, et contre le racisme anti-noir.

Objectif atteint, aussi, à Angers, avec près de 200 manifestants dans les rues de la ville, rassemblés autour de l'initiateur de la marche, Patrick Amougou. « On ne vient pas revendiquer un statut, juste exprimer notre indignation. » L'appel de la communauté africaine a été largement suivi. Moctar Dabo, 26 ans, se réjouit par exemple de la mobilisation : « Une seule personne ne peut pas faire bouger grand-chose. À plusieurs, c'est différent. »

Vanessa RIPOCHE  
et Benoît ROBERT.

**SOCIÉTÉ.** Depuis une semaine, des jeunes migrants sortent un peu de l'ombre ; étudiants et militants veulent interpeller les pouvoirs publics, qui se disent pourtant « mobilisés »

## Jeunes migrants et grandes détresses

Ni mineurs, ni majeurs, des jeunes migrants dorment dans la rue, à Nantes. Éléments d'explication.

Ils étaient là, dans les rues, tapis dans l'ombre, parfois.

Les associations assurent avoir vu certains d'entre eux passer leurs nuits sous le pont de la voie ferrée, square Vertais, sur l'île de Nantes, « parce qu'ils n'avaient nulle part où aller ». Iborahim est de ceux-là.

**Ils étaient une quarantaine en 2012, ils sont près de 600 aujourd'hui**

Cet adolescent venu de Côte d'Ivoire a déjà, aussi, passé des heures, assis, au CHU, pour « se reposer ». Les bénévoles, émus par sa détresse et celle d'autres jeunes gens toujours plus nombreux, ont rencontré « des dizaines » d'Iborahim ces derniers mois. « Et c'est difficile » pour eux qui œuvrent au quotidien.

Les actions menées cette semaine (aux Beaux-Arts et à l'Université, NDLR) ont levé un bout de voile sur une réalité : à Nantes, des jeunes migrants vivent à la rue. En 2012, une quarantaine d'adolescents venus d'ailleurs se présentaient aux services du Conseil départemental, chargé de la protection de l'enfance. Au-



À Nantes, des jeunes migrants restent des mois dans le flou. Photo PO

jourd'hui, ils sont près de 600 à s'y presser.

Quand un migrant mineur se présente en France, le Département lui doit une protection sans conditions (nourriture, toit, éducation). S'il est majeur, il doit entamer un parcours pour régulariser sa situation, en demandant l'asile politique, par exemple. À Nantes, c'est l'association Saint-Benoît-Labre qui est chargée de l'évaluation de l'âge de ces jeunes gens, sur la base d'une enquête sociale et l'examen d'éventuels docu-

ments. À la clef, une décision lourde de conséquences. Iborahim a ainsi vu sa minorité non reconnue, trois mois après son arrivée. En attendant, il avait été logé dans un hôtel. Il perfectionnait son français. Patatras. Sa prise en charge a été interrompue, brutalement. En larmes, il assure pourtant avoir 14 ans. « J'étais perdu pendant cette interview (l'entretien avec les services, NDLR), dit-il aujourd'hui. Je savais que c'était important, alors j'ai eu peur. J'étais cassé. J'ai oublié des choses. »

Avec l'aide de la Cimade, un recours a été engagé. « Il faudra encore attendre trois à neuf mois avant que la décision ne tombe, soupire Mathieu Quinette, de Médecins du monde. En attendant, tous les accompagnements mis en place se sont arrêtés. » Et le jeune garçon s'est retrouvé sans toit.

Cinq jeunes sur dix environ (ils ne sont que quatre sur dix, selon les associations) voient leur minorité reconnue en Loire-Atlantique, à l'issue de la première évaluation. Parmi les « déboutés », un sur deux verra finalement sa minorité reconnue par un juge des enfants, après un nouvel examen. Des mois plus tard. En attendant, il est resté dans un flou, qui lui a fermé toutes les portes. Ni mineur aux yeux du Conseil départemental, ni majeur aux yeux de l'État.

Anne-Hélène Dorison

### ZOOM



Les demandes sont toujours plus nombreuses. Photo PO

### « 226 situations » en cours d'évaluation

**Chiffres.** Les services départementaux peinent à faire face. Le budget consacré aux mineurs étrangers isolés est pourtant passé de 600 000 € annuels à 11 millions, ces cinq dernières années. Mais les travailleurs sociaux sont débordés. Cette semaine, 226 jeunes migrants se trouvaient en attente d'évaluation, en Loire-Atlantique. Selon les services, « 456 mineurs non accompagnés » sont par ailleurs hébergés en foyers ou à l'hôtel. Le Conseil

départemental assure « qu'aucun mineur ou en attente d'évaluation » ne se trouve à la rue, à Nantes (ce que contestent les associations). Des jeunes, en revanche, « sortent du dispositif » quand le premier examen conclut à une majorité. Et ce, même si cette décision est infirmée et leur minorité reconnue des mois plus tard. Le Département estime que c'est l'État qui devrait être chargé de l'évaluation de ces jeunes gens.



## La fac toujours occupée

**Réquisition.** Depuis mercredi, le bâtiment Censive, à la fac de Nantes, est occupé par des étudiants qui ont réquisitionné les lieux pour « mettre à l'abri les exilé-e-s ». Après avoir occupé l'ancienne école des Beaux-Arts le week-end dernier, des « personnes solidaires » et des militants veulent interpeller les pouvoirs publics, qui « n'assument pas leurs obligations de soins et de mise à l'abri de ces jeunes migrants », à leurs yeux. À la fac, sept salles de classe sont occupées. Le président de l'Université, Olivier Laboux, a indiqué ne pas vouloir faire appel aux forces de l'ordre « pour l'heure ». « On est conscient de la difficulté humaine de ces situations [...] mais l'université n'est pas adaptée à l'accueil de personnes en situation d'urgence », a-t-il déclaré.

Photo PO-AHD

## La mairie propose une aide alimentaire

Le maire Johanna Rolland (PS) annonce avoir proposé des logements et une aide alimentaire. Entretien.

**L**e maire (PS) de Nantes a reçu jeudi Médecins du monde et la Cimade pour échanger sur la situation des jeunes migrants à Nantes.

### » « Mobilisation collective »

« Nous avons eu, ensemble (avec Médecins du monde et la Cimade), je crois, un échange franc, direct et constructif, indique l'élue. On ne peut pas être insensible à la détresse de ces jeunes hommes et de ces jeunes femmes, qui se trouvent dans des situations d'urgence. Un travail doit s'engager, dans la durée. Il y a nécessité d'une mobilisation collective ». Johanna Rolland demande



Johanna Rolland a reçu Médecins du monde et la Cimade. Photo PO-NB

### » « Logements et aide alimentaire »

donc « officiellement l'organisation d'une table ronde » qui réunira « la Ville, le Département, l'État, les Hébergeurs solidaires, Médecins du monde, la Cimade, l'Évêché, le Secours catholique et tous les collectifs et associations concernés ».

En attendant, l'édile rappelle avoir mis à la disposition de l'État dix logements, dimanche. « J'ai appelé la préfecture pour que ces appartements soient mis à la disposition de ces jeunes

déboutés de leur minorité, qui ne sont logés nulle part parce qu'ils n'entrent dans le champ de compétences de personne. »

L'élue s'est également engagée à apporter une aide alimentaire : « Avec les services municipaux, nous allons regarder comment nous pouvons aider sur les plans de l'alimentation, des vêtements et de l'hygiène ».

### » « Lieu d'accueil de jour »

Johanna Rolland se dit également « ouverte » pour « réfléchir à l'ouverture d'un lieu d'accueil de jour, avec tous les acteurs concernés ». Reste cependant à savoir « qui pourra le gérer ». L'élue a donné rendez-vous à Médecins du monde et à la Cimade dans un mois pour faire le point.

A.-H.D.

## À SAVOIR

### L'État se dit « mobilisé »

La préfecture indique que « l'État est particulièrement mobilisé. La mobilisation est collective et chacun agit dans le cadre des compétences qui sont les siennes. Depuis 2015, pour faire face à l'afflux de demandeurs d'asile, l'État a créé, dans le département, plus de 780 places supplémentaires, pour un total de 2 042 places (+ 55 % en 2 ans), dont 1 327 places en centres d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada) et en accueil temporaire de service de l'asile (Atsa) ». L'État prévoit d'utiliser les logements proposés par Nantes Métropole pour augmenter les capacités d'hébergement des personnes migrantes, « avec l'accompagnement social nécessaire ».